

<http://www.unsa-fp.org/?Prestations-Familles-premier-poste-impacte-par-le-surgel-de-6-5-MEUR>



Prestations Familles : premier poste impacté par le surgel de 6,5 MEuros

- Action sociale -



Date de mise en ligne : mardi 26 septembre 2017

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

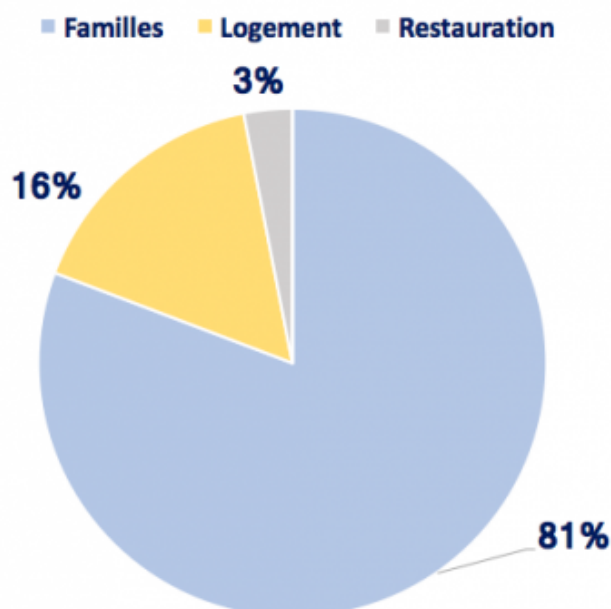
A l'occasion de la dernière plénière du CIAS du 20 septembre 2017, le surgel de 5% des crédits prévus en loi de finances s'ajoute au gel « habituel » de 8% (réserve).

Ces mesures diminuent d'ores et déjà les prestations de l'action sociale interministérielles et touchent en premier lieu les Familles, donc les mesures en faveur de l'égalité femmes/hommes.

La [déclaration intersyndicale](#) a souligné le manque de moyens nécessaires à la mise en oeuvre des actions du programme 148, tant au plan national qu'au plan local dans les SRIAS.

Si les Familles sont les premières touchées, que ce soit pour les places en crèches, les CESU et les chèques vacances, les mesures relatives au Logement subissent aussi une baisse, alors que la politique de réservation est stoppée, qu'aucune nouvelle convention n'est signée.

Prévisions - prestations impactées par le surgel



Pour l'UNSA Fonction publique, les prévisions d'exécution budgétaire présentées sont très optimistes et font apparaître un besoin de crédits complémentaires à hauteur de 1,8 MEuros.

Ces prévisions sont fondées sur une nette hausse, au dernier quadrimestre, de la consommation des crédits liés aux Familles, plus particulièrement les chèques-vacances et les CESU, ainsi que le Logement, avec un accroissement de la demande prévisionnelle de l'Aide à l'Installation des Personnels de l'Etat (AIP). Les seules rubriques déjà identifiées en prévision de sous-consommation sont les rénovations de Restaurants inter administratifs, les réservations de places en crèches et de logements.

Prestations Familiales : premier poste impacté par le surgel de 6,5 MEuros

	Budget de l'action sociale interministérielle 2017									
	Consommation au 29/08				Prévision au 11/09					
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	Ecart CP	AE	CP	
Familiales	62,0 M€	60,9 M€	81%	64%	79,7 M€	97,8 M€	2,9 M€	104%	103%	
CV	35,0 M€	23,7 M€	100%	67%	38,9 M€	38,9 M€	3,5 M€	111%	110%	
CESU 0-6 ans	9,1 M€	26,9 M€	58%	82%	16,1 M€	33,1 M€	0,2 M€	101%	101%	
Berceaux	17,9 M€	10,4 M€	68%	39%	24,7 M€	25,8 M€	-0,8 M€	94%	97%	
Logement	2,7 M€	2,0 M€	35%	25%	8,2 M€	8,5 M€	0,4 M€	107%	104%	
AIP	2,7 M€	1,7 M€	36%	24%	7,9 M€	7,9 M€	0,5 M€	107%	111%	
Urgence	0,0 M€	0,2 M€	3%	40%	0,3 M€	0,4 M€	0,0 M€	100%	101%	
Réservation	0,0 M€	0,1 M€		26%	0,0 M€	0,3 M€	-0,2 M€		94%	
Restauration	3,5 M€	2,3 M€	47%	32%	4,2 M€	5,6 M€	-1,5 M€	56%	79%	
Rénovation RIA	3,5 M€	2,3 M€	47%	32%	4,2 M€	5,6 M€	-1,5 M€	56%	79%	
SRIAS	2,4 M€	1,5 M€	59%	36%	4,1 M€	4,2 M€	0,0 M€	101%	100%	
SRIAS	2,4 M€	1,5 M€	59%	36%	4,1 M€	4,2 M€	0,0 M€	101%	100%	
TOTAL	70,6 M€	66,7 M€	73%	58%	96,1 M€	116,1 M€	1,8 M€	100%	102%	

L'UNSA Fonction Publique s'est félicitée du projet d'accord cadre national, alloué régionalement, pour les places en crèches, qui se concrétisera dès septembre 2019.

L'UNSA Fonction Publique a réitéré ses propositions, qui portent notamment sur :

- les réservations de places en crèches qui doivent progresser
- **la revalorisation des barèmes** des chèques emploi service universel (CESU), des chèques-vacances ainsi que le maintien voire l'augmentation de l'Aide à l'installation des personnels de l'Etat (AIP) ;
- certaines dépenses liées aux RIA, qui sont des opérations pluri annuelles, des investissements, dont le suivi ne relève pas de celui de crédits de fonctionnement ;
- les moyens humains alloués au fonctionnement des SRIAS, qui sont en deçà des besoins et ne permettent pas de mettre en oeuvre toutes les actions prévues.